



**Plan d'immigration
du Québec
pour l'an 2000**

Québec 

Ministère des Relations avec les citoyens
et de l'Immigration

Le présent dépôt à l'Assemblée nationale du plan d'immigration du Québec pour l'année 1999 est conforme aux nouvelles dispositions législatives de la Loi sur l'immigration au Québec (L.R.Q., chapitre I-0.2), telle que sanctionnée le 12 juin 1998.

Les dispositions législatives

L'article 3.01 de la Loi sur l'immigration au Québec (L.R.Q., chapitre I-0.2) précise que :

« Le ministre, en tenant compte de la politique gouvernementale relative aux immigrants et aux ressortissants étrangers, établit un plan d'immigration pour chaque année. »

Le plan indique le nombre de ressortissants étrangers pouvant s'établir au Québec et la répartition de ce nombre par catégorie ou à l'intérieur d'une même catégorie. Ce nombre et sa répartition sont des estimations (...).

Le plan fait aussi état des activités de sélection projetées pour l'année visée.

Le plan est déposé à l'Assemblée nationale au plus tard le 1^{er} novembre (...). »

Les orientations adoptées pour la période 1998-2000

En octobre 1997, à la suite des audiences de la Commission de la culture, le Conseil des ministres a adopté cinq orientations quant à l'immigration devant être accueillie par le Québec en 1998, 1999 et 2000. Ces orientations visaient :

- le maintien, à un niveau de 2200 à 2400 admissions¹, du volume des réfugiés et autres personnes en situation de détresse admis au Québec après avoir été sélectionnés à l'étranger;

¹ Tous les volumes de sélection et d'admission cités dans le présent document comprennent les requérants principaux et les dépendants (conjoints, enfants) de ceux-ci.

- le maintien, à environ 4000, du niveau des admissions pour les immigrants de la catégorie des gens d'affaires;
- la progression de la proportion des immigrants indépendants au sein du total des admissions, l'objectif étant que cette proportion soit de l'ordre de 50 % en fin de période;
- la progression du volume des admissions d'immigrants de la sous-catégorie des travailleurs sélectionnés à l'étranger, de manière à ce que ce volume soit d'au moins 10 000 admissions annuelles en fin de période;
- l'optimisation de la proportion des immigrants connaissant le français au moment de leur admission au Québec, l'objectif étant qu'en fin de période, au moins 40 % des immigrants admis au Québec connaissent le français à leur arrivée.

Le Québec est responsable de la sélection dans les catégories des travailleurs, des gens d'affaires ainsi que des réfugiés à l'étranger.

Ces orientations traduisent la volonté du Québec d'accroître son influence dans la gestion des mouvements d'immigration se destinant à son territoire, en faisant progresser la part des admissions découlant de l'exercice de ses responsabilités en matière d'immigration.

En vertu de l'Accord Canada-Québec, le Québec est seul responsable de la sélection des immigrants de la catégorie des indépendants, soit les travailleurs et les gens d'affaires, ainsi que de la sélection des réfugiés à l'étranger.

Par ailleurs, l'influence du Québec est très limitée en ce qui a trait aux admissions réalisées au titre de la réunification familiale, et elle est inexistante dans le cas des admissions découlant du mouvement des revendicateurs du statut de réfugié. Les volumes d'immigration pour ces deux composantes du mouvement migratoire découlent pour l'essentiel d'interventions réalisées par le gouvernement fédéral.

Les activités de sélection

Les efforts déployés au chapitre de la sélection des candidats se destinant au Québec représentent la véritable mesure de la volonté du gouvernement québécois de concrétiser les orientations en matière d'immigration adoptées à l'automne 1997, pour la période 1998-2000.

En effet, la poursuite de ces orientations a notamment commandé une augmentation graduelle des activités de sélection dans la catégorie des travailleurs, de même que des efforts de maintien des volumes de la sélection visant les réfugiés et les gens d'affaires.

En 1999

C'est ainsi que le plan d'immigration de 1999 prévoyait la sélection de 12 800 à 13 900 candidats dans la catégorie des **travailleurs**, et que le niveau actuellement prévisible de cette sélection s'établira à 14 300. Pour ce qui est de la catégorie des **gens d'affaires**, le plan d'immigration prévoyait un niveau de sélection de 3500 à 4500, et celui-ci se situera à 4100 en 1999.

Le Québec a accueilli en 1999 quelque 1445 réfugiés en provenance du Kosovo.

Enfin, au chapitre des **réfugiés sélectionnés à l'étranger**, alors que le plan d'immigration de 1999 faisait état d'objectifs de sélection de 2400 à 2800, le volume de sélection de tels candidats aura été de 2100. Ceci s'explique par l'impossibilité, dès l'hiver 1999, de se rendre à Belgrade pour y sélectionner des Bosniaques d'origine ethnique serbe s'y étant réfugiés, alors que ceux-ci représentaient un groupe important visé par la sélection du Québec à l'égard des réfugiés.

Toutefois, le Québec a contribué à l'effort de solidarité internationale dont les ressortissants du Kosovo ont fait l'objet au cours de la première moitié de 1999. Dans ce cadre, 1445 Kosovars ont reçu un certificat de sélection du Québec à titre de réfugié. Il s'agit là d'un mouvement spécial qui n'avait pas été planifié.

Au total, outre les certificats de sélection du Québec délivrés aux Kosovars, la sélection québécoise en 1999 se sera établie à un niveau de 20 500, ce qui s'inscrit dans la fourchette de 18 700 à 21 200 qui avait été prévue au plan d'immigration pour 1999.

En 2000

En l'an 2000, le Québec compte sélectionner de 2000 à 2200 **réfugiés à l'étranger**, et il entend diversifier les bassins au sein desquels s'effectuera cette sélection, en accentuant notamment ses interventions en Amérique latine, en Afrique sub-saharienne et au Moyen-Orient. Cette diversification découle, à la fois, de demandes en ce sens formulées par des organismes québécois d'accueil des réfugiés, et de la relative stabilisation de la situation dans les différents pays de l'ex-Yougoslavie, qui avaient représenté au cours des dernières années le plus important bassin de sélection de réfugiés.

Pour ce qui est des **gens d'affaires**, 3000 à 3300 certificats de sélection seront émis dans le cadre des activités régulières de sélection visant les candidats de cette catégorie.

Un tel volume représente une révision à la baisse du niveau de sélection des dernières années, qui s'explique par le dépôt auprès du Québec, à l'hiver 1999, de quelque 3000 dossiers soumis dans le programme des investisseurs en valeurs mobilières, par des candidats qui, devant l'imminence de l'entrée en vigueur de nouvelles règles fédérales régissant ce programme, désiraient déposer leur dossier sous l'empire des anciennes règles.

En 1999, le Québec a reçu un volume exceptionnel de plus de 3000 dossiers d'immigration pour le programme des investisseurs.

Ce mouvement conjoncturel a créé une importante accumulation de dossiers dont le traitement devra être assuré pendant le dernier trimestre de 1999, puis les trois premiers trimestres de l'an 2000. On prévoit ainsi qu'en l'an 2000, de 5400 à 6100 certificats de sélection du Québec sont susceptibles d'être émis à des candidats gens d'affaires dans le cadre de ce mouvement. En raison de celui-ci, le volume total de la sélection dans cette catégorie se situera, en l'an 2000, à un niveau de l'ordre de 8400 à 9400 - soit plus du double de la sélection annuelle des années antérieures - ce qui entraînera au cours des années suivantes des niveaux d'admissions dans cette catégorie nettement supérieurs à ceux qui étaient visés par la planification triennale.

Il convient en outre de signaler que cet effet de distorsion qu'entraîne, sur la planification québécoise de sélection et d'admission, cette affluence de candidats de la catégorie des investisseurs en valeurs mobilières sera amplifiée par le fait que le taux de présence effective des immigrants de cette catégorie tend à être nettement moins élevé que celui observé pour les autres catégories.

C'est pourquoi le Québec identifiera au cours des prochains mois les mesures législatives, réglementaires et administratives qui permettront que soient concrétisés ses différents objectifs en immigration, sans que ceux-ci soient perturbés par des mouvements conjoncturels.

Il importe en effet que les volumes de la sélection puis des admissions, dans une catégorie d'immigration donnée, soient pour l'essentiel déterminés par les choix qu'effectue le gouvernement du Québec quant à la composition de l'immigration qu'il souhaite recevoir sur son territoire. Rappelons que ces choix procèdent de la recherche d'un équilibre entre les objectifs démographiques, économiques et sociolinguistiques poursuivis par la politique d'immigration. Ces choix découlent aussi d'une lecture de la capacité d'accueil de la société québécoise, qui prend notamment en compte l'évolution de la situation économique.

Dans la catégorie des **travailleurs**, la sélection sera considérablement accrue en l'an 2000, des volumes de 18 200 à 18 700 certificats de sélection du Québec étant planifiés pour cette catégorie. Cette planification représente une augmentation substantielle par rapport au niveau de sélection de 1999, qui se sera établi à environ 14 300, et constitue une accélération de la croissance de la sélection entreprise depuis 1996 dans cette catégorie.

L'augmentation substantielle de la sélection dans la catégorie des travailleurs traduit la volonté du Québec d'accroître le nombre d'immigrants connaissant le français.

Cette augmentation traduit la volonté du gouvernement du Québec d'accroître de façon substantielle le volume des immigrants connaissant le français au moment de leur admission sur le territoire québécois. C'est en effet parmi les immigrants sélectionnés dans la catégorie des travailleurs que l'on retrouve la plus grande proportion de francophones, et c'est donc au sein de cette catégorie que porteront plusieurs des efforts visant l'accroissement de la sélection de candidats connaissant le français.

Ces efforts se déployeront sur plusieurs plans. Ainsi, les activités de promotion et de recrutement seront accrues dans les divers bassins où se retrouvent des concentrations de candidats francophones, tels la France et l'Europe occidentale, la Roumanie et quelques autres pays d'Europe de l'Est, le Maghreb, le Moyen-Orient et certaines régions de l'Amérique latine. Des mesures particulières seront aussi mises en œuvre à l'endroit de groupes spécifiques, tels certains travailleurs présentant des formations professionnelles ou techniques porteuses pour l'économie québécoise. Des ajustements seront aussi apportés à la réglementation et aux pratiques administratives pour favoriser encore davantage la sélection de tels candidats. Parallèlement, des mesures seront prises pour faciliter leur insertion dans le marché du travail, notamment en facilitant leur accès à l'exercice de leur profession.

Enfin, le Québec réitérera l'exigence qu'il a déjà formulée aux autorités fédérales d'immigration afin que les délais de traitement fédéraux des dossiers acceptés par le Québec ne représentent plus un obstacle à l'arrivée rapide, au Québec, des candidats sélectionnés par celui-ci.

Des mesures visant l'augmentation de l'immigration francophone seront aussi adoptées à l'endroit des candidats de la catégorie des **gens d'affaires**, et la diversification des bassins de sélection des **réfugiés** tiendra aussi compte de cet objectif.

Prévision de la sélection totale pour l'an 2000 : entre 28 600 et 30 300 candidats.

Au total, la sélection québécoise en l'an 2000 devrait osciller entre 23 200 et 24 200 et ce, avant la prise en compte des interventions visant l'arriéré des dossiers de gens d'affaires. En tenant compte de ces interventions, le volume total de sélection devrait varier entre 28 600 et 30 300.

Le tableau qui suit présente la sélection québécoise depuis 1997, et distingue les mouvements planifiés de ceux qui ont trait aux Kosovars ou à l'accumulation des dossiers de gens d'affaires.

La sélection

	1997	1998	1999*	2000	
				Min.	Max.
Mouvements planifiés					
• Réfugiés sélectionnés à l'étranger	2 505	2 550	2 100	2 000	2 200
• Travailleurs	11 762	13 466	14 300	18 200	18 700
• Gens d'affaires	4 407	4 697	4 100	3 000	3 300
Sous-total	18 674	20 713	20 500	23 200	24 200
Mouvements spéciaux					
• Gens d'affaires	-	-	-	5 400	6 100
• Kosovars	-	-	1 445	-	-
Total	18 674	20 713	21 945	28 600	30 300

* Prévisions pour 1999

Signalons enfin que la progression de la sélection québécoise depuis 1997, qui visait à concrétiser les orientations de croissance, adoptées dans le cadre de la planification triennale pour 1998-2000 à l'égard des immigrants indépendants et notamment des travailleurs, a aussi permis une nette augmentation du nombre de francophones sélectionnés par le Québec. Le tableau suivant rend compte de cette augmentation qui, en l'an 2000, sera de l'ordre de 50 % par rapport au niveau de 1997.

Nombre de francophones sélectionnés

	1997	1998	1999*	2000	
				Min.	Max.
Progression du nombre de francophones découlant de la sélection québécoise	9 366	10 999	11 693	13 950	14 450

* Prévisions pour 1999

Les admissions

La composition de l'immigration admise au Québec pour une année donnée résulte surtout de la sélection réalisée au cours des années antérieures.

Pour les catégories soumises à la sélection québécoise, le volume et la composition de l'immigration admise au Québec pendant une année donnée découlent d'activités de sélection réalisées au cours des années précédentes et, dans une moindre mesure, d'une partie de la sélection effectuée plus tôt pendant l'année en cause.

Dans l'élaboration de la planification des admissions annuelles, on doit donc prendre en compte :

- les volumes de sélection des années antérieures, qui alimenteront l'immigration admise pendant l'année visée par la planification;
- les délais de réalisation de cette sélection, c'est-à-dire le temps qui s'écoule entre le moment où les candidats sont sélectionnés et celui où ils concrétisent leur projet d'immigration;
- le taux de déperdition, c'est-à-dire le pourcentage des candidats sélectionnés qui ne concrétiseront pas leur projet d'immigration.

En 1999

Dans les catégories soumises à la sélection québécoise, le plan d'immigration de 1999 prévoyait l'accueil de 2200 à 2400 **réfugiés** et personnes en situation semblable sélectionnés à l'étranger, de 3500 à 3800 **gens d'affaires**, et de 10 300 à 10 800 **travailleurs**.

Le nombre des admissions de **réfugiés sélectionnés à l'étranger** se situera plutôt à un volume d'environ 2000, en raison du niveau moindre de sélection dans cette catégorie découlant des difficultés d'accès à Belgrade qui ont été évoquées précédemment. Les admissions de **gens d'affaires**, qui devraient être de l'ordre de 3700, s'inscrivent dans la prévision du plan d'immigration de 1999.

Enfin, les admissions de **travailleurs** devraient s'établir à 11 200, ce dépassement par rapport au volume planifié découlant de la forte progression de la sélection dans cette catégorie en 1998 puis en 1999.

Prévision des admissions totales en l'an 2000 : entre 30 900 et 33 400 immigrants.

Pour ce qui est des composantes du mouvement migratoire soumises aux interventions des autorités fédérales d'immigration, on prévoit 7100 admissions dans la catégorie de la famille, et 5200 admissions de réfugiés issus du mouvement des revendicateurs du statut de réfugié. Ces volumes correspondent aux prévisions qui avaient été présentées dans le plan d'immigration de 1999.

En 2000

Dans les catégories soumises à la sélection québécoise, le Québec prévoit en l'an 2000 des admissions de :

- 1900 à 2000 **réfugiés sélectionnés à l'étranger**; à ceux-ci s'ajouteront de 500 à 800 Kosovars qui, arrivés au Québec en 1999 dans le cadre d'un mouvement spécial, décideront de s'y établir de façon définitive et obtiendront à cette fin le statut de résident permanent;
- 11 600 à 12 100 dans la catégorie des **travailleurs**;
- 3900 à 4100 dans la catégorie des **gens d'affaires** ayant été sélectionnés dans le cadre de la planification triennale; de 600 à 900 admissions supplémentaires devraient découler du traitement du mouvement conjoncturel de candidats investisseurs de l'hiver 1999, l'essentiel des admissions découlant de ce traitement devant toutefois se manifester au cours des années suivantes.

Pour ce qui est des autres composantes du mouvement migratoire soumises aux interventions des autorités fédérales d'immigration, les prévisions d'accueil pour l'an 2000 sont de 7200 à 7700 immigrants de la catégorie de la famille et de 5200 à 5800 personnes à qui le statut de réfugié a été reconnu au Canada, en incluant leurs dépendants à l'étranger.

Les niveaux d'admissions dans ces composantes représentent une augmentation par rapport à la tendance observée au cours des deux dernières années. Cette augmentation s'explique par un accroissement du rythme de traitement des dossiers par les autorités fédérales d'immigration. Dans le cas des demandeurs d'asile auxquels le statut de réfugié est reconnu sur place, ce rythme accru de traitement a permis de réduire l'accumulation des dossiers en attente de traitement.

Ainsi, le total des admissions en l'an 2000 devrait se situer entre 30 900 et 33 400.

Le tableau qui suit présente les volumes d'immigration au Québec depuis 1997, et la planification pour l'an 2000, de même que l'évolution du mouvement migratoire au regard de trois indicateurs :

- la proportion de l'immigration qui découle de la sélection québécoise, soit le pourcentage que représentent, dans le total des admissions, les immigrants ayant été sélectionnés à l'étranger, par le Québec, dans la catégorie des **réfugiés, des travailleurs ou des gens d'affaires**;
- la proportion de l'immigration appartenant à la catégorie générale des *immigrants indépendants*, soit le pourcentage que représentent, dans le total des admissions, les immigrants des catégories **travailleurs et gens d'affaires**;
- la proportion des *immigrants connaissant le français* au moment de leur admission au Québec, soit le pourcentage que représentent, dans le total des admissions, les immigrants déclarant connaître le français au moment de leur admission au Québec.

Les admissions au Québec

	Résultats		Prévisions		Planification		
	1997 *	1998 *	1999		2000	Min.	Max.
Sélection québécoise							
• Réfugiés sélectionnés à l'étranger	2 183	2 124	2 000	1 900	2 000		
• Travailleurs	8 623	9 540	11 200	11 600	12 100		
• Gens d'affaires	3 214	3 546	3 700	3 900	4 100		
Total	14 020	15 210	16 900	17 400	18 200		
Autres catégories (fédéral)							
• Famille	8 158	6 873	7 100	7 200	7 700		
• Réfugiés issus du mouvement des revendicateurs	5 506	4 098	5 200	5 200	5 800		
Total	13 664	10 971	12 300	12 400	13 500		
Mouvements spéciaux							
• Gens d'affaires	-	-	-	600	900		
• Kosovars	-	-	-	500	800		
Ensemble de l'immigration	27 684	26 181	29 200	30 900	33 400		
Indicateurs (%)							
• Sélection québécoise	51 %	58 %	58 %	60 %	60 %		
• Immigrants indépendants	43 %	50 %	51 %	52 %	51 % ²		
• Immigrants connaissant le français	36 %	40 %	43 %	44 %	44 %		

* Données préliminaires pour 1997 et 1998

² Les volumes d'admissions dans la catégorie de la famille et chez les réfugiés reconnus sur place croissent de façon plus importante que les volumes d'admissions chez les travailleurs et les gens d'affaires dans l'hypothèse maximum présentée pour l'an 2000. C'est pourquoi le pourcentage d'immigrants indépendants est plus faible.

Au regard des orientations adoptées par le Conseil des ministres en octobre 1997, il convient de signaler qu'en l'an 2000 :

- la part des admissions découlant de la sélection québécoise, qui était de 47 % en 1996, devrait poursuivre sa progression et atteindre 60 %;
- la part des immigrants indépendants au sein du total des admissions devrait être de l'ordre de 51 % à 52 %, ce qui est conforme à l'orientation adoptée en 1997 à cet égard;
- le volume total d'admissions des gens d'affaires devrait se situer entre 4500 et 5000, le dépassement de l'objectif de 4000 qui avait été retenu par le Conseil des ministres en 1997 découlant essentiellement de la sélection effectuée à l'égard de l'accumulation des dossiers reçus à l'hiver 1999;
- les admissions dans la catégorie des travailleurs devraient osciller entre 11 600 et 12 100, et donc dépasser pour la deuxième année consécutive l'objectif de 10 000 admissions qui avait été fixé pour cette catégorie dans le cadre de la planification triennale;
- enfin, la proportion globale des immigrants connaissant le français à leur arrivée devrait elle aussi dépasser l'objectif visé, qui était de 40 %, en s'établissant à environ 44 %.

Le tableau suivant présente cette progression des admissions d'immigrants connaissant le français à leur arrivée.

Nombre de francophones admis

	1997*	1998*	1999*	2000	
				Min.	Max.
Progression du nombre de francophones dans les admissions	9 883	10 557	12 600	13 500	14 600

*Données préliminaires pour 1997 et 1998, prévisions pour 1999